



Conseil de sécurité

Distr. : générale
7 mai 2014

Auteur: Royaume-Uni
Co-Auteurs: Australie, Chine

Résolution 100 (2014)

Thème : Corée du Nord

Le Conseil de sécurité,

Rappelant les résolutions qu'il a adoptées sur la question, y compris les résolutions 825 (1993), 1540 (2004), 1695 (2006), 1718 (2006), 1874 (2009), 1887 (2009), 2087 (2013) et 2094 (2013), ainsi que les déclarations de son président en date des 6 octobre 2006 (S/PRST/2006/41), 13 avril 2009 (S/PRST/2009/7) et 16 avril 2012 (S/PRST/2012/13),

Rappelant qu'aucun traité de paix n'a été signé suite à l'armistice de la guerre de Corée et que les deux pays sont donc dans une paix instable, car officiellement non établie,

Ayant examiné la commission d'enquête effectuée par Michael Kirby, rendue publique le 17 février, dénonçant les violations systématiques et étendues des Droits de l'Homme, la détention de plusieurs milliers de prisonniers politiques, la présence de camps de concentration et les conditions de vie inhumaines de la population, ces actes étant qualifiés de crimes contre l'humanité,

Ayant entendu l'appel du président de la commission d'enquête formulé le 17 mars 2014 exhortant les Etats membres de l'ONU de reconnaître leur responsabilité, de protéger et de mettre en œuvre les recommandations du rapport,

Conscient que la situation économique actuelle du pays est critique à cause de son grave endettement depuis 1980, de la pauvreté de la population, des conditions de vie et du faible commerce avec la majorité des pays extérieurs,

Invite à la signature d'un traité de paix officiel entre la République populaire

démocratique de Corée et la République de Corée, afin d'apaiser les tensions entre les deux Etats et ainsi y instaurer un environnement stable et pacifique,

Propose à la République populaire démocratique de Corée une aide pour favoriser le développement économique du pays, notamment en allégeant les sanctions économiques ayant été prises auparavant et en favorisant l'instauration d'une relation de confiance entre les deux Corées et l'ensemble des pays de la communauté internationale,

Propose l'installation d'une centrale éolienne pour approvisionner la péninsule avec de l'énergie renouvelable.

La Chine se déclare prête à accorder des aides financières à la Corée du Nord avec comme seul et unique but d'augmenter l'exploitation des ressources naturelles. L'utilisation de cet argent sera contrôlée régulièrement,

Encourage à développer les liens économiques entre les deux Corées en vue de créer de nouvelles zones économiques spéciales d'après le modèle de Kaesong afin de rendre les investissements sud-coréens plus faciles en Corée du Nord,

S'engage à apporter de l'aide humanitaire à la République populaire démocratique de Corée, en proposant des aides sanitaires et alimentaires sous la gouverne d'une équipe spécialisée formée par le gouvernement chinois, qui fera par après un rapport à l'ONU,

Autorise l'envoi de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) en Corée du Nord pour vérifier la présence de substances qui peuvent être utilisées pour fabriquer des armes nucléaires et pour analyser la quantité d'armes qui se trouvent dans la République populaire démocratique de Corée. S'il est établi qu'il y a vraiment présence d'une menace immédiate envers le reste du monde, le Conseil de sécurité :

- a. *Exige* la destruction, le plus rapidement possible, des armes nucléaires opérationnelles et que la République populaire démocratique de Corée revienne sur sa décision du retrait du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 2003,
- b. *Réclame* le contrôle et la transparence des centrales nucléaires Yongbyon et Taech'on pour éviter tout conflit potentiel entre les deux États de la péninsule coréenne. Cette initiative est prise pour éviter de nouvelles oppositions comme celle de la guerre de Corée (1950-1953). Une commission de contrôle sera formée, afin que les deux Etats respectent ces nouvelles conditions,
- c. *Prie* le dirigeant nord-coréen Kim Jong-Un de mettre fin aux menaces et aux provocations envers le reste du monde,

Exprime de nouveau l'importance du dialogue et propose de relancer les pourparlers à six (Chine, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Japon, République de Corée, République populaire démocratique de Corée) afin d'éviter toute nouvelle aggravation des tensions sur la péninsule coréenne,

Demande également à la République populaire démocratique de Corée de s'engager à faire respecter les Droits de l'Homme, à faire progresser les règles démocratiques, à ouvrir ses frontières et à respecter ses engagements internationaux,

Exige la saisine de la Cour pénale internationale afin d'y engager les procédures judiciaires concernant les actes de crimes contre l'humanité commis par les dirigeants nord-coréens reconnus responsables, sur la base du rapport de la Commission d'enquête remis à l'Organisation des Nations Unies,

Propose en outre la mise en place par l'ONU d'une structure de suivi pour permettre de continuer à enregistrer les violations et de préparer les moyens de demander des comptes à ceux qui en sont responsables,

Incite l'installation d'infrastructures civiles pour avoir un accès plus facile au pays. Ceci servira à une augmentation des exportations et des importations, ce qui aurait comme but d'améliorer la situation économique du pays,

Décide de rester saisi de la question.